

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/31

17 novembre 1997

(97-5065)

Conseil du commerce des services

CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES

Projet de rapport au Conseil général sur les activités menées en 1997

1. Le Conseil du commerce des services a tenu cinq réunions en 1997. Les rapports sur ces réunions sont reproduits dans les documents S/C/M/17 à 21 et il conviendrait de les rapprocher du présent rapport. Le Conseil a examiné les questions ci-après:

I. **MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL APPROUVE LORS DE LA
CONFERENCE MINISTERIELLE DE SINGAPOUR**

2. A la Conférence ministérielle de Singapour, les Ministres ont entériné les recommandations du Conseil du commerce des services concernant ses travaux futurs. Ces recommandations portaient sur trois questions: i) processus d'échange de renseignements; ii) programme de travail découlant de l'article VI:4; et iii) lignes directrices pour les négociations futures prévues à l'article XIX de l'AGCS.

i) Processus d'échange de renseignements

3. Les Ministres sont convenus que le Conseil du commerce des services devrait élaborer un programme d'échange de renseignements dans le cadre des travaux à accomplir pour faciliter les négociations en vue de la libéralisation progressive du commerce des services qui étaient prévues à l'article XIX de l'AGCS. Lors de l'examen de cette question, il a été noté que l'échange de renseignements pourrait se faire à trois niveaux. Le premier niveau comporterait un échange des sources de renseignements sur la réglementation régissant les services qui existent à l'échelon national et qui pourraient comprendre les organismes, les autorités réglementaires ou d'autres sources capables de fournir ce type de renseignements. Au deuxième niveau, les Membres souhaiteront peut-être échanger des renseignements de manière bilatérale, éventuellement sous la forme de questions et de réponses qui pourraient ensuite être distribuées par le Secrétariat s'il en est ainsi convenu. Le troisième niveau impliquerait un échange de renseignements plus complet au niveau multilatéral, qui pourrait être fondé sur un modèle de présentation uniforme.

4. Le Conseil est convenu d'utiliser les renseignements déjà rassemblés par le Secrétariat ou disponibles auprès d'autres organisations internationales, pour éviter de refaire ce qui a déjà été fait ailleurs. S'agissant du champ de ce programme d'échange de renseignements, des délégations ont dit qu'il devait être vaste et n'exclure aucun secteur de services. D'autres sont convenues qu'en principe aucun secteur ne devrait être exclu, mais elles ont fait remarquer qu'il serait peut-être souhaitable de se concentrer sur les secteurs sur lesquels la libéralisation allait probablement porter lors de la série de négociations suivante.

5. A sa réunion du 25 juillet 1997, le Conseil a demandé au Secrétariat d'établir deux documents, l'un sur les tendances du commerce des services, l'autre sur les avantages de la déréglementation et

de la libéralisation des marchés de services, qui serviraient de base pour la poursuite des travaux sur l'échange de renseignements.

ii) Programme de travail découlant de l'article VI:4

6. En vertu du paragraphe 4 de l'article VI de l'AGCS, le Conseil était invité à examiner, selon qu'il conviendrait, les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences. Les discussions au Conseil ont montré que la plupart des délégations préféreraient nettement entamer les travaux sur cette question lorsque le Groupe de travail des services professionnels aurait élaboré des disciplines multilatérales dans le secteur des services comptables. Plusieurs délégations ont été d'avis que les résultats de ces travaux fourniraient des indications très utiles pour les travaux futurs découlant de l'article VI:4.

iii) Lignes directrices et procédures pour les négociations futures

7. Le Conseil devait commencer au moment approprié l'examen des lignes directrices et des procédures pour les négociations à venir, comme l'exigeait l'article XIX de l'AGCS. La plupart des délégations étaient d'avis que, bien que des travaux dans ce domaine soient nécessaires, il était encore trop tôt pour les entreprendre. Il a été noté qu'il existait un lien entre le processus d'échange de renseignements et les lignes directrices et les procédures pour les négociations. Plusieurs délégations ont été d'avis que les travaux sur les lignes directrices devraient faire suite au processus d'échange de renseignements, qui fournirait la base nécessaire.

II. CONCLUSION DES NEGOCIATIONS SUR LES TELECOMMUNICATIONS DE BASE

8. A sa réunion du 5 mars 1997, le Conseil a pris note du rapport du Groupe des télécommunications de base, reproduit dans le document S/GBT/4, et de ses appendices, à savoir une note du Président sur l'établissement des Listes d'engagements pour les télécommunications de base, une note du Président sur les limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre, ainsi que les Listes d'engagements et les Listes d'exemptions de l'obligation NPF qui seraient annexées au quatrième Protocole annexé à l'AGCS. A sa réunion du 15 avril, après vérification technique, le Conseil a pris acte du fait que les listes contenues dans la compilation datée du 11 avril 1997, les Listes des Communautés européennes (dans les trois langues), la Liste de la Colombie, la Liste de la Dominique et la Liste d'engagements et la Liste d'exemptions de l'obligation NPF d'Antigua-et-Barbuda constituaient les résultats finals des négociations sur les télécommunications de base.

III. PROPOSITION D'ETABLISSEMENT D'UN COMITE DES TELECOMMUNICATIONS

9. A la réunion du 5 mars 1997, le représentant des Etats-Unis a proposé l'établissement d'un comité des télécommunications, qui servirait de cadre aux échanges de vues sur des questions techniques spécifiques, y compris celles qui se rapportaient aux principes réglementaires favorisant la concurrence définis dans le document de référence. Il a été bien précisé que l'organe en question n'aurait pas à s'occuper de la mise en oeuvre des listes, qui incombait toujours au Conseil du commerce des services. A la réunion du 25 juillet 1997, les Etats-Unis ont présenté un document informel daté du 24 juillet 1997 dans lequel figurait un projet de mandat pour le Comité des télécommunications dont ils proposaient la création.

10. Certaines délégations ont souscrit à la proposition et ont déclaré qu'il serait utile d'établir un comité des télécommunications pour traiter des problèmes techniques liés à la réglementation de ce secteur. D'autres délégations, en revanche, ne voyaient pas la nécessité d'un tel comité, étant donné

que l'OMC offrait déjà des cadres appropriés pour examiner les questions liées aux services de télécommunication, à savoir le Conseil du commerce des services et le Comité des engagements spécifiques. Le Conseil est convenu de revenir à cette question après l'entrée en vigueur du quatrième Protocole, moment où il serait possible de voir si le volume de travail et la complexité technique des questions justifiaient la création d'un comité des télécommunications distinct.

IV. NOTIFICATIONS PRESENTEES AU CONSEIL AU TITRE DES DISPOSITIONS DE L'AGCS

11. A sa réunion du 5 mars 1997, le Conseil a pris note des notifications ci-après:

- i) Notifications présentées au titre de l'article III:3 de l'AGCS concernant les modifications apportées aux réglementations applicables aux services dans les secteurs où des engagements spécifiques ont été pris:

République tchèque	S/C/N/39
Liechtenstein	S/C/N/40
Liechtenstein	S/C/N/41
Liechtenstein	S/C/N/42
République fédérale d'Allemagne	S/C/N/48
République fédérale d'Allemagne	S/C/N/49
République fédérale d'Allemagne	S/C/N/50

- ii) Notifications présentées au titre de l'article V (*bis*) de l'AGCS concernant les accords d'intégration des marchés du travail:

Danemark	S/C/N/34
Islande	S/C/N/35
Norvège	S/C/N/36
Suède	S/C/N/37
Finlande	S/C/N/38

- iii) Notifications présentées au titre de l'article VII:4 de l'AGCS concernant les mesures et accords ou arrangements de reconnaissance:

Suisse	S/C/N/31
Suisse	S/C/N/32
Suisse	S/C/N/33
Etats-Unis d'Amérique	S/C/N/51
Etats-Unis d'Amérique	S/C/N/52
Etats-Unis d'Amérique	S/C/N/53

12. A sa réunion du 26 novembre 1997, le Conseil a pris note des notifications ci-après présentées au titre de l'article V 7) concernant les accords d'intégration économique:

Communautés européennes et leurs Etats membres et Bulgarie	S/C/N/55
Canada et Chili	S/C/N/65
Australie et Nouvelle-Zélande	S/C/N/66

V. DATE LIMITE POUR LES NEGOCIATIONS SUR LES SERVICES FINANCIERS

13. A sa réunion du 29 avril 1997, le Comité du commerce des services financiers a recommandé que le Conseil adopte une Décision à l'effet d'achever les négociations sur les services financiers le 12 décembre 1997 au lieu du 30 décembre 1997. A sa réunion du 29 mai, le Conseil a adopté cette décision, reproduite dans le document S/L/39.

VI. LIGNES DIRECTRICES POUR LES ACCORDS DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DANS LE SECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

14. A sa réunion du 15 mai 1997, le Groupe de travail des services professionnels a recommandé que le Conseil approuve les lignes directrices pour la reconnaissance des qualifications dans le secteur des services comptables, qui figuraient dans le document S/WPPS/W/12/Rev.1. A sa réunion du 29 mai, conformément à la recommandation du Groupe de travail, le Conseil a approuvé ces lignes directrices dans une décision reproduite dans le document S/L/38.

VII. REPORT DE LA DATE LIMITE POUR LES NEGOCIATIONS SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE D'URGENCE

[15. Le 26 novembre 1997, le Conseil a adopté, sur recommandation de la Présidente du Groupe de travail des règles de l' AGCS, une décision (S/L/...) visant à prolonger les négociations sur la question des mesures de sauvegarde d'urgence jusqu'au 30 juin 1999.]

VIII. TRAVAUX DES ORGANES SUBSIDIAIRES

16. [Les rapports des organes subsidiaires seront annexés au présent rapport: S/FIN/3, S/CSC/2, S/WPGR/2 et S/WPPS/2.]